

Hakim El Karoui : "La France se contente de gérer l'héritage"

ENTRETIEN. Sous sa houlette, l'Institut Montaigne publie un rapport décapant consacré à la nouvelle politique française dans le monde arabe et au Moyen-Orient. Il s'est confié au Point Afrique.

Propos recueillis par [Benoît Delmas](#)

Publié le 25/08/2017 à 09:12 | Le Point Afrique

Hakim El Karoui, essayiste et consultant, spécialiste des questions politiques et du Moyen-Orient (notamment la Tunisie) -

Le Point Afrique : Est-ce que cela a encore un sens de parler de « politique arabe » de la France aujourd'hui ? (Villepin et Védrine parlaient d'un concept pour historien)

Hakim El Karoui : La « politique arabe » correspond à un moment bien particulier de la politique étrangère française, qui s'étend de 1967 à 2003. À plusieurs reprises, les plus hautes autorités françaises ont fait entendre une voix différente de celles des autres pays occidentaux, États-Unis en tête. La « politique arabe », c'était une politique indépendante de celles des États-Unis, c'était la recherche aussi d'un équilibre entre Palestiniens et Israéliens.

Aujourd'hui, il est vrai que la politique française s'est rapprochée de la politique américaine et que le dossier israélo-palestinien tient moins de place dans l'agenda diplomatique de la région. La traditionnelle « politique arabe » s'est estompée.

Pour autant, le monde arabe est une entité géographique et culturelle où la France est très présente. Et les sociétés de la région changent à un rythme extraordinairement rapide. Enfin, fait nouveau, le monde arabe influence aujourd'hui profondément la France. Laissons de côté la vieille « politique arabe », qui correspond à des problématiques pour une part dépassées et inventons la nouvelle « politique arabe » recentrée sur trois sujets majeurs : la lutte contre le fondamentalisme islamiste, l'anticipation des nouvelles vagues de migration à venir et l'invention d'une nouvelle politique avec le Maghreb.

Pourquoi ce rapport ? Pourquoi maintenant ? Quelle a été votre méthode ? Comment avez-vous procédé pour produire ces chiffres inédits ?

Ce rapport est la suite du [travail sur l'islam de France](#) publié en septembre 2016 par l'Institut Montaigne, qui se concluait par une interrogation : comment dénoncer le salafisme tout en nouant des alliances stratégiques et militaires avec l'Arabie saoudite qui produit et promeut de par le monde cette vision de l'islam. Les deux autres points d'actualité, ce sont, d'une part, les échecs de la France en 2011, au moment des Printemps arabes qu'elle n'a pas vu venir et, d'autre part, notre incapacité à peser véritablement pour trouver une issue à la tragédie syrienne.

Pour apporter un regard neuf sur le sujet, je me suis dit qu'il fallait partir de la réalité. On connaît mal le monde arabe en France et on connaît encore plus mal la réalité de la relation

entre le monde arabe et la France. Nous avons donc analysé toutes les données que nous pouvions trouver en étudiant les flux humains, culturels, commerciaux, financiers, militaires, sécuritaires, diplomatiques, mais aussi idéologiques entre la France et le monde arabe. Six cents tableaux, des milliers de lignes de données ont permis de révéler une image renouvelée de notre relation avec la région. Ce travail, c'est, au sens premier du terme, de la géopolitique. Son ambition : éclairer les responsables dans un contexte où l'on parle plus de guerre que de paix quand on pense au monde arabe. Or, il faut pouvoir être en paix avec le monde arabe.

Les régimes arabes semblent incapables de s'unir, de créer des entités économiques (l'Union du Maghreb en est la preuve) ou politiques. N'est-ce pas le problème numéro un de cette région ?

Le monde arabe n'existe pas au sens politique et économique du terme. C'est pourtant la région du monde la plus intégrée sur le plan culturel, linguistique et religieux. Même sur le plan historique, les pays arabes partagent le traumatisme de la colonisation, qu'elle soit turque, française ou britannique. Et pourtant, les Arabes sont incapables de s'unir, y compris face à un État désigné comme l'ennemi, Israël, face auquel, derrière les postures de façade, ils n'ont jamais été vraiment alignés, pas plus d'ailleurs que dans leur soutien aux Palestiniens.

Cette désunion est-elle un problème majeur ? Oui, dans le cas algérien et marocain, car l'absence de règlement du problème du Sahara occidental pénalise à l'évidence les deux pays, notamment sur le plan économique. Oui aussi quand il s'agit de négocier avec l'Union européenne par exemple : les pays arabes sont constamment en situation d'infériorité du fait de leur incapacité à présenter un front commun.

D'où vient cette désunion ? J'observe depuis longtemps dans le monde arabe un rapport pour le moins complexe à une notion pourtant centrale : l'intérêt général. C'est comme si l'idée même du bien commun était absente et qu'à sa place on avait substitué un rapport de force permanent entre intérêts privés. La conséquence de cette absence, ce sont des États faibles, car l'État est fort quand l'idée d'intérêt général l'est aussi. C'est aussi la corruption qui est très présente.

Pour autant, le fait majeur, selon la région, ce n'est pas sa désunion : c'est la transformation extrêmement rapide des sociétés arabes dont je trouve le rythme extraordinaire et qui est porteuse, à court terme, de beaucoup de violences et à moyen et long terme de beaucoup d'espoirs.

Le monde arabe influence la France via ses émigrés et l'islam. Cette réalité est-elle prise en compte par les dirigeants français depuis vingt ans ?

Pas du tout. Nos dirigeants vivent avec la vieille idée coloniale de l'ombre portée française sur la région (et en Afrique subsaharienne) qui dure et perdure à travers les âges. Elle est toujours là, en partie en tout cas. Mais ils n'avaient jamais imaginé que le monde arabe allait, en sens inverse, influencer sur la France, que ce soit sur sa culture ou sa sécurité.

Sur le plan de la sécurité, le réveil a été brutal en 2015, malgré les secousses passées (1986, 1995) que l'on croyait révolues. Sur le plan culturel, le phénomène est complexe. Avec plus de Franco-Arabes que de Franco-Européens (des Français venus d'Espagne, d'Italie et du Portugal notamment), la France se découvre une identité méditerranéenne nouvelle. Elle le vit souvent mal comme en témoigne le haut niveau de l'extrême droite. Mais, la dynamique

d'intégration et de métissage est bien là néanmoins, comme peuvent en témoigner le nombre très important de mariages mixtes et l'émergence progressive d'une nouvelle classe moyenne et d'une élite d'origine maghrébine.

Reste maintenant à donner un rôle à cette élite, dans la gestion de l'islam de France notamment, mais aussi dans les relations avec les pays d'origine.

Ne réduit-on pas trop souvent le monde arabe aux questions de religion et de terrorisme ? Les régimes arabes ne font-ils pas un usage trop politicien de l'islam (même Sissi) ?

L'islam est devenu un sujet politique dans les années 60, avec l'émergence des Frères musulmans en Égypte. Depuis, tous les régimes arabes ont été obligés de composer avec cette mouvance politico-religieuse, sur le plan politique, mais aussi sur le plan social, tant les islamistes ont souvent pallié les insuffisances des États. Du coup, ceux qui se présentaient à l'extérieur comme le rempart contre l'intégrisme composaient à l'intérieur avec les islamistes. Peu à peu, un partage des rôles s'est mis en place : aux États le régalien, aux islamistes la société, via l'action sociale, l'investissement éducatif et le contrôle de la ligne religieuse. Le cas typique, c'est l'Égypte de Moubarak où la société a été laissée aux islamistes, le gouvernement s'occupant de l'économie et l'armée du régalien. Le maréchal Sissi s'inscrit dans cette tradition : j'ai vu beaucoup de déclarations en Égypte sur les Frères musulmans, organisation « terroriste », mais beaucoup moins d'initiatives comme celle récente du président tunisien Caïd Essebsi qui souhaite instaurer l'égalité dans la règle d'héritage entre les hommes et les femmes – ce qui n'existe nulle part dans le monde arabe (et va contre une prescription coranique).

Il faut que nos gouvernants connaissent mieux le monde arabe. Parce que la région est devenue centrale pour la France et qu'ils ne doivent plus se laisser abuser par des discours qui justifient bien souvent l'injustifiable (notamment la violence politique).

Que pense l'opinion publique arabe de la France ? Cette fameuse « rue arabe » ?

Le seul sujet qui mobilise les masses de part et d'autre du monde arabe, c'est la Palestine. La « rue arabe » n'existe pas quand on parle de la France. Dans les pays sans histoire longue avec la France, notre pays ne suscite pas de grand intérêt. Ce sont les États-Unis qui concentrent tous les regards. Dans les pays qui ont été colonisés par la France, elle suscite des réactions passionnelles. En général négative au sein de la « rue arabe » où elle est souvent accusée de tous les maux, mais ne nous y méprenons pas : ceux qui critiquent la France sont très heureux d'envoyer leurs enfants y étudier et ils vont s'y faire soigner dès qu'ils le peuvent. La France reste centrale dans l'imaginaire, le commerce et la vie politique des pays du Maghreb par exemple.

Vous préconisez une politique axée sur le Maghreb au lieu des sortilèges du grand jeu moyen-oriental ? Pourquoi ?

Pour une raison simple : le Maghreb, c'est 80 % de l'immigration française qui vient du monde arabe, c'est 80 % des étudiants arabes qui viennent en France, mais aussi 50 % de commerce de plus que le Golfe. Et 100 % des terroristes qui ont frappé la France ces dernières années viennent du Maghreb ou sont issus de l'immigration maghrébine. Le Maghreb est beaucoup plus important pour la France que le Golfe ou le Levant.

Les interfaces (élites) entre les pays du Maghreb et la France sont-elles représentatives de la réalité de ces pays ? Pourquoi sommes-nous incapables de détecter le Printemps arabe dès Sidi Bouzid le 17 décembre ? (Alors que ce n'était pas si compliqué que ça...)

Les élites maghrébines sont les premières à ignorer la réalité de leurs pays. Elles méconnaissent bien souvent leur histoire et leur géographie, et encore plus leur réalité sociale. Le monde arabe est une terre d'inégalités, où l'information sur la réalité économique et sociale des milieux populaires est parcellaire, voire inexistante. Les villes elles-mêmes sont profondément ségréguées. Les transports en commun ne sont jamais fréquentés par les bourgeoisies locales par exemple.

Les élites françaises fréquentent les élites maghrébines. On ne peut pas leur demander de mieux connaître les pays du Maghreb que les nationaux de ces pays qui n'avaient pas compris que le système de Ben Ali par exemple était en train de craquer.

Là où je pense que les élites françaises sont en retard, c'est dans leur compréhension globale des dynamiques de transformation du monde arabe : à Paris, on comprend difficilement ce qui se passe. Ce qui me frappe, c'est l'importance majeure du monde arabe et particulièrement du Maghreb dans la vie quotidienne de la France du XXI^e siècle et l'ignorance globale que nous avons de cette région, de sa culture, de sa religion, de son anthropologie.

La Tunisie n'est-elle pas, in fine, le seul modèle (démocratie parlementaire) proche de la France ? Vous préconisez un grand discours, façon Obama au Caire, depuis l'ARP. Pour dire quoi ?

La Tunisie s'efforce d'inventer un chemin démocratique. Pour l'instant, elle est au milieu du gué. Elle a réussi à maintenir la démocratie et à éviter une insurrection civile qui menaçait d'éclater en 2013 quand progressistes et islamistes se sont retrouvés dans la rue, devant le Parlement. Il a fallu l'intelligence politique et la sagesse de Béji Caïd Essebsi et de Rached Ghannouchi, le leader islamiste d'Ennahda, pour éviter le pire. Le problème, c'est que le compromis trouvé à l'époque s'est transformé en cogestion de fait entre les deux ennemis d'hier. De ce point de vue, il y a des similitudes avec la France : les ennemis d'hier travaillent ensemble.

Mais on est loin d'une démocratie parlementaire proche de la France. Notre pays s'est construit par la force de son État et le prestige de son administration. En Tunisie aujourd'hui, l'État est faible : il a été délégitimé par Ben Ali qui l'avait transformé en instrument dédié au maintien de son pouvoir personnel. La violence de l'État était devenue illégitime. Aujourd'hui, personne n'a réussi à reconstruire la légitimité de l'État. Quant à l'administration, elle souffre d'un problème de qualité des personnels : il est vrai qu'elle n'est plus attractive depuis longtemps. Et les hauts fonctionnaires par ailleurs craignent de prendre des décisions, de peur de se retrouver assignés en justice par des citoyens déçus de leur action.

Pourquoi est-ce que je propose qu'Emmanuel Macron fasse un grand discours en Tunisie ? Parce que c'est le meilleur lieu, je crois, pour reconnaître cette imbrication du monde arabe et de la France, notre souci démocratique, nos refus du double langage et entamer une nouvelle stratégie dans notre relation avec le monde arabe fondée sur le pragmatisme, la défense de nos intérêts et le traitement de certains dossiers-clés devant lesquels nous restons impuissants, l'islamisme et les migrations.

Quel est le réel problème de la politique française ? Son changement de cap incessant, sa schizophrénie... Est-ce un problème diplomatique ? Ou purement politique ?

Il y a probablement beaucoup de problèmes. Je dirai que le principal tient au fait de ne pas avoir remis à jour la « politique arabe » après 2011. Dire, comme l'a fait Alain Juppé en 2011, « chiche, on peut travailler avec les islamistes » ne suffisait pas. Nous ne comprenons pas suffisamment ce qui se passe et surtout nous nous trompons de combat : nos intérêts ne sont pas en Syrie ou en Arabie saoudite, ils sont au Maghreb. Et beaucoup de moyens, politiques et financiers, doivent être mobilisés pour lutter contre le fondamentalisme musulman qui est né du refus des valeurs occidentales.

Qu'est-ce que le néo-réalisme que vous préconisez ?

C'est une idée simple : partir des faits et pas des rêves ou d'un passé mythifié qui n'est plus. Ensuite, définir nos intérêts, sur le fondement de cette réalité. Enfin, agir en tenant compte de ce que représente la France dans le monde en général et dans la région en particulier : quelque chose de plus qu'elle-même, une incarnation d'un combat historique pour les droits humains. Ici, on rigole de cela. À l'étranger, pas du tout : la France est toujours la patrie des droits de l'homme. Alors, sachons en faire un atout. Et évitons un réalisme qui se transformerait en cynisme et en doubles standards : « Faites ce que je dis, ne faites pas ce que je fais », c'est devenu improductif : les peuples sont éduqués et informés ! Le néo-réalisme, c'est la force des faits, la vision de nos intérêts, le refus du cynisme.

Devons-nous changer d'alliés ?

Difficile à faire. Car il n'y a pas d'alliés parfaits dans la région. Tous les pays sont éloignés de nos standards démocratiques ou alors ils manquent de poids politique (Tunisie). Je crois plutôt qu'il faut être prudent dans nos alliances et ne jamais se retrouver trop explicitement dans un camp contre un autre. C'est la complexité de la région : il n'y a jamais de solution idéale. Il faut dès lors se retrouver tout le temps « sur la ligne de partage de l'ombre et de la lumière » comme le disait René Char.

La France n'est-elle pas victime de son autosatisfaction au Maghreb ? Et de ses propos définitifs sur la Syrie (la ligne rouge à ne pas dépasser) qui ne sont pas suivis d'effets ? Au verbe devons-nous privilégier une approche plus intellectuelle (créations de think tanks, d'outils permettant de comprendre les mutations en cours dans les sociétés arabes) ?

Je crois vraiment que nous avons besoin d'un peu de modestie. Le néo-réalisme, c'est aussi ajuster notre politique à nos moyens (même si, dans certains cas, nous pouvons jouer une catégorie au-dessus de ce que nos moyens devraient permettre grâce à la force de notre verbe et de nos valeurs comme Dominique de Villepin l'a bien montré en 2003). C'est précisément ce que nous n'avons pas fait en Syrie en 2013 : on a énoncé des lignes rouges que l'on était incapable de tenir sans l'appui américain. Quand ce dernier a manqué, on s'est retrouvé tout seul. Pas très brillant pour l'ancienne puissance mandataire.

Nous devons réinvestir dans la recherche sur le Maghreb et le monde arabe pour mieux connaître ces sociétés au lieu de fermer petit à petit tous nos centres de recherche dans la région comme nous le faisons aujourd'hui pour économiser des peccadilles. On a besoin de nouveaux Jacques Berque, de nouvelles Germaine Tillon. Pierre Bourdieu avait commencé sa

carrière de sociologue dans la Kabylie algérienne. Que n'écoutez-vous pas plus aujourd'hui les sociétés civiles arabes ! Elles ont tant à dire sur leurs pays. Le dialogue seul avec les gouvernements ne suffit pas. Et il faut parler aussi avec les opposants, même si cela ennuie les gouvernements. C'est d'ailleurs aussi comme cela que la France se fera respecter. Et c'est le meilleur moyen de comprendre la dynamique de l'islamisme qui nous concerne aussi sur le territoire national.

Sommes-nous un nain politique dans cette région ?

Non, je ne crois pas du tout, même s'il faut là encore distinguer le Maghreb et le Liban d'un côté, les autres pays de l'autre. À bien des égards, la France est un géant dans le monde arabe : sa langue, sa culture, le prestige de son système d'enseignement, son système de santé, sa vie politique même. Tout cela est connu, respecté, envié. Le problème, c'est que nous ne devons pas seulement gérer l'héritage. Il faut redéfinir notre stratégie régionale, comprendre qu'avec le Maghreb, nous ne sommes plus face à une politique « étrangère », mais dans une politique de voisinage, voire tout simplement une politique nationale. La France doit contribuer à la croissance économique du Maghreb, avec l'Espagne et l'Italie. À elle de prendre des initiatives pour contourner le blocage algéro-marocain. Qui ne s'est jamais interrogé sur ce que représentait économiquement la Méditerranée occidentale ? Quels étaient les atouts de cette grande région ? Ses complémentarités ? Ses faiblesses ? Faisons ce travail ! Travaillons à une vision globale de l'intégration régionale. À la France aussi de définir une vraie « politique de l'islam » alors que les musulmans sont probablement devenus le premier groupe de pratiquants d'une religion en France, devant les catholiques, alors que la France et l'Europe sont ensanglantées par des terroristes qui se réclament de l'islam et que l'islam de France reste géré par des pays étrangers, absolument incapables de maîtriser la poussée fondamentaliste à l'œuvre dans l'Hexagone.

Quant aux migrations, c'est le grand sujet qui est devant nous. Demain, le Maghreb sera une zone d'installation des migrants venus d'Afrique subsaharienne. La Méditerranée ne sera plus la frontière à traverser par les migrants. Cette dernière aura été repoussée au Sahara (ou du moins, on aura tenté de le faire). Que fait-on de sérieux pour préparer les pays du Maghreb à cette grande poussée d'immigration chez eux ? Les propos incantatoires ne servent à rien. Il faut de l'argent, de l'expertise et un modèle économique viable. Pour l'instant, aucune de ces conditions n'est remplie. C'est pourtant l'ère de la « post-Méditerranée » qui se profile à l'horizon, ce moment où les deux rives ne se regarderont plus en chiens de faïence, mais travailleront ensemble face à un problème commun.